

# Les Cartes mentales de la Corpo



Chers étudiants, ça y est, le semestre touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable !

Depuis maintenant 90 ans la Corpo Assas accompagne les étudiants dans tous les domaines de la vie universitaire, et pour cette année on vous propose des cartes mentales. Ces fiches sont écrites par nos membres dans le but de favoriser l'entraide étudiante ainsi que de vous aider dans l'apprentissage de certaines notions clés d'une matière.

Effectivement, ces fiches sont là pour vous orienter, elles sont faites par des étudiants et ne sont en aucun cas un substitut à ce qui a été enseigné en TD ou en cours.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous envoyer un message sur la page Facebook Corpo Assas ou à contacter *Angèle Thiollier* ou *Lina Cherkaoui*.

### **Comment valider votre année ?**

Pour les L1 :

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider votre bloc de matières fondamentales mais aussi votre bloc de matières complémentaires. Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...

Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous rapporter

jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en juillet, lors de la session de rattrapage, la ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

**Attention** : le passage par juillet annule votre note de TD obtenue dans la matière.

Pour les L2 :

Le principe est similaire, à la différence qu'il y a plus de matières fondamentales et plus de matières complémentaires.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de juillet.

Si, au sein même des unités d'enseignement, les matières se compensent, les blocs peuvent aussi se compenser entre eux à la fin de l'année. Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de mai, une seconde chance vous est offerte en juillet.

**Attention**, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée (même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en juillet compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc)

sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

À noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... À bon entendeur !

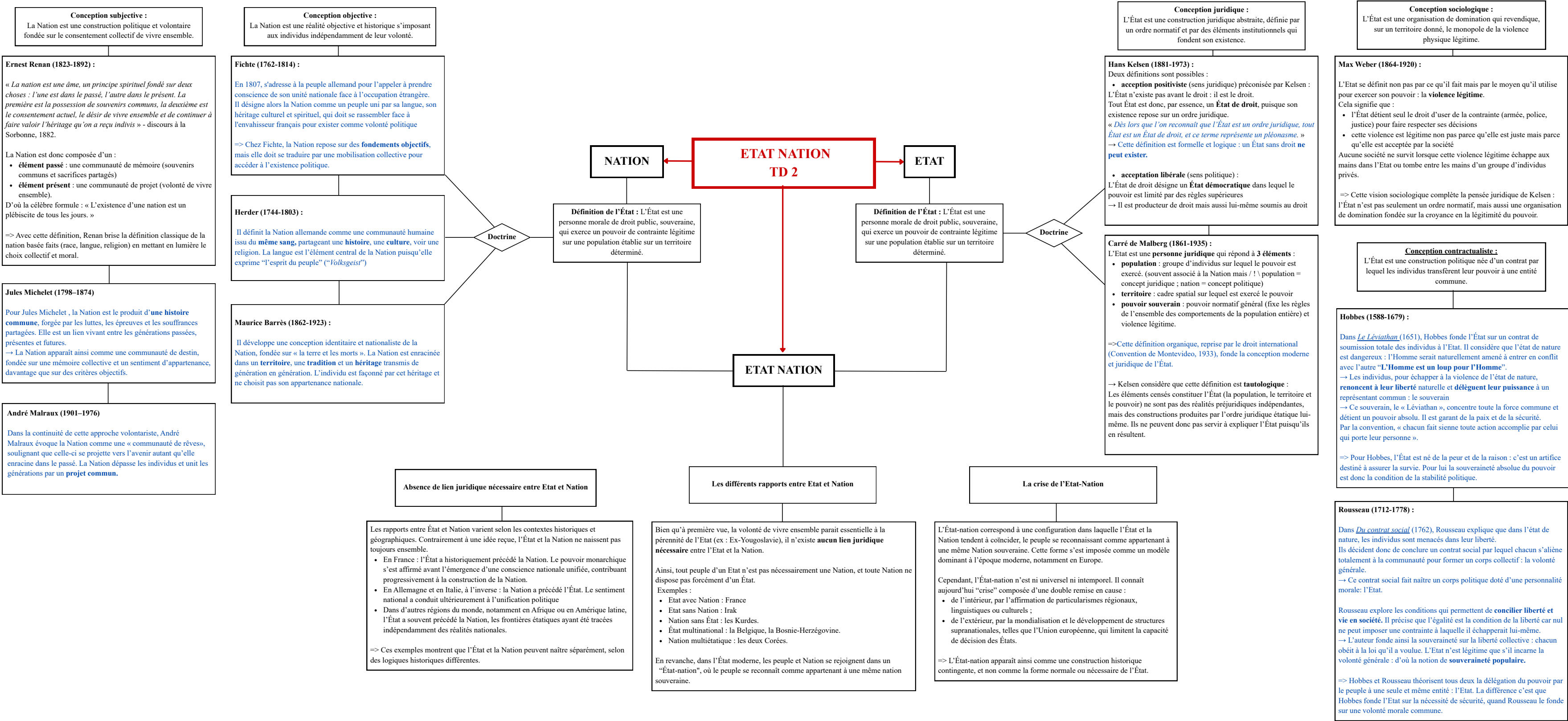
Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamental et une unité d'enseignement complémentaire tout en sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.

## **AVERTISSEMENT**

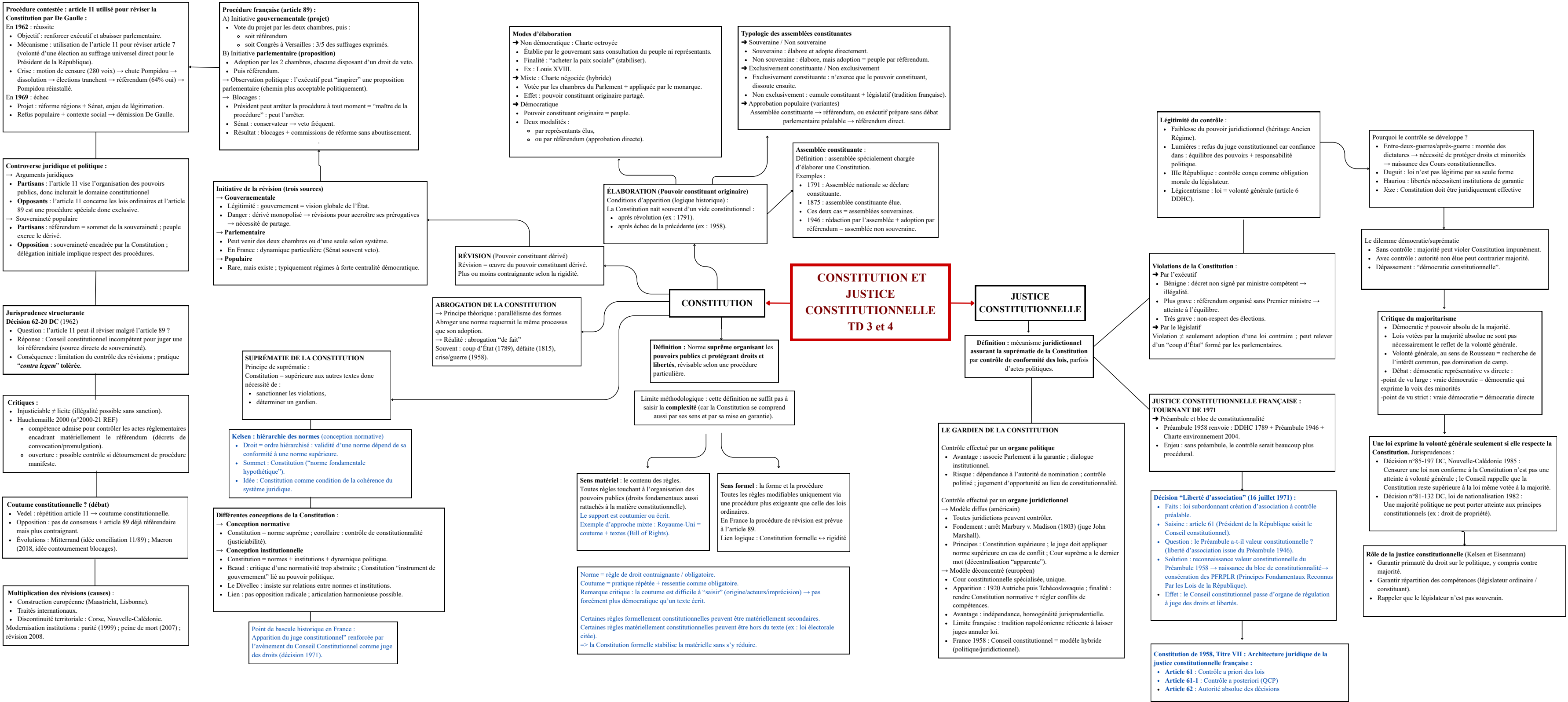
Il est important de rappeler que les Professeurs et Maitres de conférence ne sauraient être tenus responsables d'une erreur ou d'une omission au sein des fiches de cours proposées, puisque ces dernières sont comme dit précédemment, réalisées, relues, et mises en page par des étudiants appartenant à la Corpo Paris Assas.

## **REMERCIEMENTS**

La Corpo Paris Assas souhaiterait remercier sincèrement l'intégralité des professeurs ayant permis et autorisé la diffusion de ces fiches de cours et d'avoir ainsi offert aux étudiants une aide précieuse à la réussite de leurs examens.







**Déconcentration : centralisation “par relais”**  
La déconcentration est un mode d’administration interne à l’État.  
→ des autorités nommées (préfet) appliquent localement les décisions du centre.  
→ c’est une “centralisation par personnes interposées” fondée sur la hiérarchie.  
→ Le préfet est représentant de l’État et assure les intérêts nationaux, le contrôle administratif et le respect des lois (article 72)

**Décentralisation : autonomie locale + contrôle a posteriori**  
La décentralisation confie des compétences à des collectivités distinctes de l’État, avec des organes élus.  
Historiquement : tutelle forte (1884), puis bascule 1982 (lois Defferre) : suppression de la tutelle et du contrôle a priori ; les actes s’appliquent et l’État conteste ensuite devant le juge.  
Consécration constitutionnelle en 2003. “l’organisation de la République est décentralisée”, mais le Conseil constitutionnel n’abandonne pas l’unité : la décentralisation doit s’articuler avec l’unité nationale. Les collectivités “s’administrent librement”, mais cette liberté est cadrée par la loi et par le contrôle de l’État.

**Une “troisième solution” par Paul Reuter :**  
  
Il met en doute l’obligation de choisir “l’un ou l’autre” (Etat fédéral ou Confédération)  
→ il trouve la distinction trop rigide et inadéquate pour certaines réalités institutionnelles

**Une figure fédérative par Olivier Beaud :**  
L’Union européenne correspond à l’idée de fédération : union volontaire entre États visant à unifier sans absorber  
→ repose sur une convention (distinct à la fois du Traité international et de la Constitution étatique)  
  
=> Le cas de l’UE illustre bien les critiques faites plus haut sur l’inadéquation des modèles théoriques avec la réalité institutionnelle.

**Le cas de l’Union Européenne :**  
Contexte : pourquoi une construction européenne ?  
Après la Seconde Guerre mondiale, l’Europe institutionnelle vise à unifier les États :

- d’abord coopération économique : CECA, le Traité de Paris en 1951 et la CEE, Traité de Rome en 1957
- puis coopération politique :
  - 1992 : création de l’Union Européenne avec le Traité de Maastricht (citoyenneté européenne et politique monétaire)
  - 2004 : volonté de créer une Constitution européenne par le Traité de Rome mais rejeté par référendum par la France (crainte de perte de souveraineté)
  - 2008 : renforcement des moyens d’action et d’intervention de l’Union européenne et de son Parlement par le Traité de Lisbonne

  
=> On se demande à quelle catégorie appartient l’Union européenne (confédération, Etat fédéral etc.).

Pour le Conseil constitutionnel, l’unité politique implique l’unicité du peuple (refus de la coexistence de plusieurs peuples dans la République ; la notion de “peuple français” a une valeur constitutionnelle).  
→ Cette unité soutient l’unité du pouvoir normatif : la loi reste nationale, les normes locales sont de rang inférieur.

**ÉTAT UNITAIRE :**  
Une seule organisation politique et juridique.  
→ Les organes nationaux exercent la plénitude des compétences  
→ Les collectivités n’ont pas de compétences “protégées” constitutionnellement comme dans un État fédéral. Leur autonomie est organisée par la loi (elles ne déterminent pas librement leurs compétences et ne s’auto-organisent pas totalement).

**Etat unitaire en France :**  
  
Les termes “État unitaire” ne figurent pas dans la Constitution, mais on rattache l’unité à la formule : “la République est indivisible” présente dans l’article 1.  
→ Traditionnellement, “indivisible” est associé à l’idée d’unité : un seul peuple, une seule souveraineté, un seul législateur (raisonnement du Conseil constitutionnel).  
État unitaire décentralisé (2003) : équilibre unité/pluralité

**FÉDÉRATION :**  
  
Selon Olivier Beaud, la fédération est une union volontaire et libre d’entités politiques dont le prodige est d’unifier sans absorber : elle cherche à concilier unité et pluralité sans devenir un super-État.

**Critique de la dichotomie rigide par Beaud :**  
  
Beaud dénonce le réflexe “État unitaire vs État fédéral”.  
→ cette opposition systématique trahit une réalité hybride, évolutive, faite d’héritages, compromis et pratiques.  
=> Il critique un **stato-centrisme** et un anachronisme conceptuel qui plaque des catégories figées sur un objet politique vivant.  
=> La distinction est donc contraire à la pratique historico-juridique.

**Dynamique de centralisation et “dénaturation” par Beaud :**  
  
La fédération est historiquement menacée par une dynamique de centralisation qui tend à la transformer en État fédéral.  
→ Cette évolution reproduit la logique étatique de commandement et d’obéissance, au détriment de l’esprit fédératif initial.  
→ De nombreux États qualifiés de “fédéraux” (États-Unis, Allemagne, Suisse) ne sont plus, à proprement parler, des fédérations.

**SOVERAINETÉ DE L’ETAT**  
La souveraineté est le caractère qui fait de l’État un être juridique à part : idée que l’État commande sans être commandé.  
Elle fonde l’autorité politique et juridique de l’État, notamment dans sa capacité à légiférer et à faire appliquer les lois  
Elle est donc intrinsèquement liée au fait que l’État dispose du monopole de la contrainte organisée (force armée → exécution des règles)

Définition de Laferrière via Vedel  
La souveraineté est le caractère d’un “**pouvoir de droit originaire et suprême**” :

- **de droit** : le pouvoir se réclame d’une idée de droit et est reconnu comme légitime pour poser des règles
- **originaire** : l’État ne tient pas sa souveraineté d’une délégation ; dans une démocratie, si les gouvernants ont des compétences dérivées, l’État est la Nation juridiquement organisée
- **suprême** : l’État n’a “ni supérieur, ni égal, ni concurrent” dans l’ordre interne (Laferrière).

Souveraineté “de l’État” vs “dans l’État” (Vedel)

- **Souveraineté de l’État** : qu’est-ce que cette puissance originaire et suprême et quels effets produit-elle (par rapport au droit, aux individus, aux autres États) ;
- **Souveraineté dans l’État** : qui est titulaire ultime (monarque / nation / peuple), l’État n’étant qu’un instrument d’organisation.

**Conception formelle : indivisibilité**  
  
Bodin définit la souveraineté comme un pouvoir “absolu et perpétuel”, surtout comme le pouvoir de “donner et casser la loi” : nul ne peut abroger la loi sauf le souverain.  
→ Cette logique soutient l’idée d’une souveraineté indivisible (unité de la décision souveraine)

**ELEMENTS JURIDIQUES DE L’ETAT :**  
  
**Personnalité morale :**  
L’État est un sujet de droit distinct des autorités politiques. Il dispose d’une capacité juridique qui lui permet d’agir, d’être responsable, de s’engager dans la durée (continuité de l’action publique).  
**Souveraineté** : ce qui rend l’État unique : elle découle du privilège étatique, le monopole de la force armée et donc de la contrainte organisée (Vedel).

**Conception matérielle :**  
Maastricht I (1992)  
Le Conseil constitutionnel raisonne non pas sur “qui est souverain”, mais sur ce qui est indispensable à l’exercice de la souveraineté nationale :

- décider qui vote/est éligible,
- décider qui entre/circule,
- décider la monnaie,
- décider les modalités de la contrainte publique.

  
→ L’État peut transférer/limiter des compétences, mais l’atteinte aux conditions essentielles exige une révision constitutionnelle.

**LES DIFFÉRENTES FORMES D’ETAT**  
**TD 5**  
  
**Définition État : Personne morale qui incarne une organisation politique durable (les gouvernants passent, l’État demeure) et qui est le producteur principal de normes (lois/règlements). Il se caractérise aussi par la souveraineté, c.-à-d. la capacité de décider en dernier ressort et d’imposer le droit grâce à la contrainte organisée.**  
**=> Bien que la souveraineté soit un caractère essentiel à l’Etat, il existe différentes formes de l’Etat**

**ÉTAT FÉDÉRAL :** Les deux piliers du fédéralisme  
D’après Scelle, le fédéralisme repose sur :

- Participation institutionnelle : les entités fédérées participent à la formation de la volonté fédérale ;
- Autonomie gouvernementale : elles disposent de compétences propres

**Trois critères de distinction de l’Etat fédéral par Georges Vedel:**  
  
**1) Critère “savant” : double pouvoir constituant**  
  
Il y a deux pouvoirs constituants :

- Etat fédéral
- Etat fédérés

  
→ chacun a la **compétence de sa compétence**  
→ chaque Etat fédéré détermine sa **propre organisation constitutionnelle**  
→ Etat fédéral peut réviser sa Constitution par ses organes propres

**2) Critère “politique” : double volonté générale**  
  
La loi fédérale provient de deux sources :

- volonté des citoyens de l’ensemble fédéral,
- volonté des États fédérés

  
→ cette double volonté s’exprime par un bicamérisme fédéral : chambre représentant la population + une chambre représentant les Etats fédérés (exemple : Sénat américain).

**3) Critère “pratique” :**

- Dans un Etat unitaire décentralisé : le centre peut débloquer une décision locale pour une opportunité ou une légalité
- Dans un Etat fédéral : le centre ne peut débloquer une décision d’un Etat fédéré que pour une illégalité (violation de la Constitution ou du pacte fédéral)

**CONFÉDÉRATION :**  
**Union d’États fondée sur un traité international.**  
→ compétences communes limitées à ce que prévoit le pacte ;  
→ chaque État conserve sa souveraineté ;  
→ Il n’y a pas d’intégration complète, ni de rapport direct nécessaire entre l’union et les habitants (logique d’ambassadeurs).

Organe-type : la “diète” confédérale (Vedel)  
L’organe normal est une diète : réunion de délégués/ambassadeurs des États, vote sur un pied d’égalité, mais sans expression directe de la volonté des populations.  
→ À l’inverse, l’État fédéral se caractérise par la double expression citoyens/États.

La doctrine critique parfois l’idée que la confédération serait incapable de produire des normes : historiquement, certaines “diètes” ont adopté des actes à force obligatoire (réévaluation de la pratique).

